

Coordination française pour la paix en Colombie

Appel pour une solution négociée au conflit et pour le respect des droits de l'Homme en Colombie

La France, présidente de l'Union européenne en 2008,
doit agir pour la paix en Colombie

Face à la gravité de la situation en Colombie, nous, les signataires de cette pétition, pensons que l'Union européenne est un acteur clé qui pourrait s'investir davantage en faveur de la paix. Nous saluons les efforts de médiation entrepris par la France pour la libération des otages et la signature d'un accord humanitaire, mais nous lui demandons, en tant que présidente de l'Union européenne, d'aller plus loin et de :

- agir pour que la recherche d'un accord humanitaire et d'une solution politique et négociée au conflit soient au cœur de la politique européenne pour la Colombie ;
- inciter le gouvernement colombien à agir contre l'impunité, à reconnaître l'existence d'un conflit armé sur son territoire et à œuvrer en faveur d'une issue pacifique au conflit interne ;
- mettre en œuvre une politique étrangère française et européenne plus active en matière de respect des droits de l'Homme et de lutte contre l'impunité, en effectuant un suivi du processus de démobilisation des groupes paramilitaires et en insistant auprès du gouvernement colombien pour qu'il mette en place un plan d'action national pour les droits de l'Homme et le droit international humanitaire, en concertation avec la société civile ;
- mener une politique de coopération économique qui intègre l'application positive de la clause démocratique dans la négociation d'un Accord d'Association entre l'Union européenne et la Communauté andine des nations (CAN).

Nom

Coordonnées

Signature

1 _____

2 _____

3 _____

4 _____

5 _____

6 _____

7 _____

8 _____

9 _____

10 _____

À retourner avant le 15 novembre 2008 au CCFD, 4 rue Jean Lantier, 75001 Paris



La coordination française pour la paix en Colombie rassemble : l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Agir ensemble pour les droits de l'homme), le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), l'École de la paix, la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme), France libertés, Pax Christi France, le Secours catholique-Caritas France, Terres des Hommes-France. La CGT, les Brigades de la paix internationales et la section française d'Amnesty International sont observateurs.

